

«L'Etat a clairement agi contre l'intérêt d'enfants»

Au nom du gouvernement genevois, Charles Beer a présenté hier des excuses aux victimes soustraites de force à leurs familles

Des mômes enlevés à leurs parents pour être placés chez des inconnus ou dans des institutions! L'exposition *Enfances volées*, qui se tient jusqu'au 7 juillet au Théâtre Saint-Gervais (*notre édition d'hier*), veut préserver de l'oubli ce bien triste chapitre de l'histoire suisse en donnant la parole à de nombreuses victimes. Hier soir, à l'occasion de l'inauguration officielle, le président du Conseil d'Etat Charles Beer s'est excusé, au nom du gouvernement, auprès de tous ces malheureux dont on avait volé l'enfance. Interview

Pourquoi faire venir une telle exposition à Genève?

D'abord parce que cette exposition itinérante circule en Suisse depuis quatre ans et qu'il est bénéfique pour notre région qu'elle s'arrête à présent à Genève. L'exposition a, en effet, le grand mérite d'illustrer une problématique douloureuse pour les personnes concernées, douloureuse aussi pour l'Etat, car elle engage directement sa responsabilité!

Dans ces conditions, quel message le Conseil d'Etat entend-il adresser aux victimes?

L'Etat a clairement agi contre l'intérêt d'enfants et de leurs familles. Le gouvernement genevois se doit donc de présenter des excuses aux



Charles Beer
Président
du Conseil d'Etat
genevois

anciens enfants placés et à leurs parents pour les souffrances infligées. Il est temps de faire la lumière sur cette page difficile et peu connue de l'histoire suisse durant laquelle, sur la base d'une grande discrimination sociale, des enfants ont été soustraits de force à leurs familles... juste parce qu'ils étaient orphelins, nés d'unions hors mariage, issus de milieux pauvres ou jugés dangereux. Placés dans des institutions ou chez des particuliers, sans que les autorités de l'époque ne se préoccupent de leur situation ni de leur avenir, nombre d'entre eux ont subi de grandes souffrances.

Qu'attendez-vous des visites scolaires au Théâtre Saint-Gervais?

Persuadé que le travail de reconnaissance et de mémoire sur ce thème doit continuer, le Conseil d'Etat invite les enseignants du Cycle d'orientation et de l'enseignement postobligatoire à visiter cette exposition avec leurs classes. Les élèves doivent bien se rendre compte que même dans une démocratie comme la nôtre, on a pu commettre de tels abus d'autorité. En même temps, les autorités étaient convaincues de bien faire. Et ce terrible volet de notre histoire est proche, puisque ces enfances volées ont eu lieu jusqu'à la fin des années 60 à Genève. **Laurence Bézaguet**